

L'obsession anti-israélienne de l'Union « européenne » ...

écrit par Jack | 28 juillet 2018



Le financement de groupes anti-juifs au cœur de l'Union européenne

27 juillet 2018 par [Ari Lieberman](#)

(Ari Lieberman est avocat et ancien procureur ; il a écrit de nombreux articles et publications sur des questions concernant le Moyen-Orient et est considéré comme un expert des développements géopolitiques et militaires touchant cette région.)

En mai 2018, le ministère israélien des Affaires stratégiques a publié un [rapport](#) accablant, intitulé « **The Money Trail** » (*la piste de l'argent*), qui reliait les programmes de financement de l'Union européenne à des groupes et des entités hostiles à Israël.

Selon le rapport, l'UE a financé quatorze organisations non gouvernementales (ONG) européennes et palestiniennes qui prônaient boycottage, désinvestissement et sanctions (BDS) contre Israël et se sont par ailleurs engagées dans des efforts pour délégitimer l'État juif.

Pire encore, certaines de ces ONG ont des liens directs avec des organisations terroristes comme le Hamas et le Front populaire de libération de la Palestine (FPLP). Les deux groupes, BDS et FPLP, sont reconnus par les États-Unis, le Canada et l'UE comme des organisations terroristes.

Trois de ces ONG, l'Association norvégienne d'aide populaire (ANP), Al-Haq et le Centre palestinien pour les droits de l'homme ont été citées dans le rapport du ministère israélien comme ayant des liens directs avec le Hamas ou le FPLP, voire les deux. Le Hamas et le FPLP sont responsables de nombreuses attaques terroristes contre des civils.

En 2018, le ministère de la Justice des États-Unis a infligé une amende de 2 millions de dollars à l'ANP pour ses liens avec des groupes terroristes (*L'ANP a en effet été condamnée à verser plus de deux millions de dollars aux États-Unis pour avoir utilisé des fonds américains pour financer le régime iranien, qui soutient le terrorisme international selon un communiqué de presse du Département de la Justice.*

<https://www.ncr-iran.org/fr/actualites/iran-a-monde/20810-une-association-norvegienne-doit-payer-deux-millions-de-dollars-aux-etats-unis-pour-avoir-finance-le-regime-iranien>).

Le rapport du ministre israélien des Affaires stratégiques, Gilad Erdan, basé sur des données publiquement disponibles, celles de 2016 (les données de 2017 étant indisponibles ou incomplètes), alléguait que les contribuables européens avaient contribué à concurrence d'au moins 5 millions d'euros au financement d'ONG anti-juives, mais ce chiffre pourrait être considérablement plus élevé étant donné que certains pays européens fournissent également un financement direct, ce qui se traduit par un double scénario de financement.

Le ministre israélien a remis le rapport à la responsable de la politique étrangère de l'UE, Federica Mogherini, afin de l'alerter du problème et de le corriger.

La [réponse](#) au rapport de Gilad Erdan par Federica Mogherini était à la fois hypocrite et contradictoire. Elle a affirmé que l'UE s'opposait aux boycotts et aux efforts de délégitimation à l'encontre Israël, mais tout en même temps déclarait que le fait que ces groupes adhéraient à l'idéologie anti-juive BDS ne les disqualifiait pas d'un financement.

Ainsi, Federica Mogherini reconnaît expressément que l'UE finance des organisations qui vont à l'encontre des buts et objectifs de l'UE.

Elle a également affirmé que les affirmations selon lesquelles ces ONG avaient des liens avec des groupes terroristes étaient pour le moins « *vagues et non étayées* ».

Federica Mogherini, soit n'a pas lu le rapport, soit a délibérément ignoré les preuves irréfutables liant au moins trois ONG à des organisations terroristes.

En réponse aux dénégations et aux objections de Federica Mogherini, Gilad Erdan a déclaré qu'il présenterait volontiers ses conclusions aux bureaucrates de l'UE à Bruxelles, mais que cela aurait probablement peu d'effet sur ces « *bureaucrates pédants* ».

Federica Mogherini et ses cohortes de l'UE semblent réticentes ou incapables d'accepter le fait que, pendant des années, l'UE a été complice de la promotion d'une idéologie pernicieuse, incompatible avec les idéaux démocratiques et pluralistes proclamés par l'UE.

Pire encore, l'UE a été complice de la promotion du terrorisme contre les juifs en finançant des groupes ayant des liens directs avec des organisations terroristes internationalement reconnues.

Au mieux, le simple rejet du rapport par Federica Mogherini peut être attribué à un phénomène psychologique connu sous le nom de dissonance cognitive, un trouble qui empêche le cerveau

de traiter un mal inhérent.

Des années passées à faire les choses à l'envers durcissent les points de vue et contribuent à une incapacité abjecte de changer de trajectoire.

Mais il peut y avoir quelque chose de plus malveillant qui se cache derrière l'explication psychologique bénigne donnée à la dissonance de Federica Mogherini.

Son refus d'accepter les conclusions du ministre israélien devrait être considéré dans le contexte plus large de ce qui se passe actuellement dans une Europe censée éclairée.

Ce n'est pas un secret que l'Europe occidentale a connu une montée d'antisémitisme ces dernières années.

Ceci est en grande partie dû à l'afflux de migrants musulmans de toutes les parties du globe qui ont inondé le continent.

Un sondage Pew (centre de recherche américain fournissant des statistiques) suggère que parmi la population migrante, pratiquement 100 % a des attitudes antisémites.

Les attitudes envers les juifs parmi les musulmans qui sont déjà citoyens de leurs pays d'accueil européens sont à peine meilleures.

Ces attitudes toxiques se sont transformées en actes criminels sous la forme [d'agressions](#), [d'incendies criminels](#) et de [meurtres](#).

Partout en Europe occidentale, les juifs sont soumis sans relâche à des attaques inspirées par les islamistes.

En réponse, les pays européens ont renforcé la sécurité, mais n'ont rien fait d'autre pour endiguer la vague de crimes de haine.

Les tribunaux d'Europe occidentale ont systématiquement et

inexplicablement minimisé la composante islamiste et antisémite de ces attaques.

Ainsi, une attaque contre un restaurant juif d'Amsterdam, où les vitres du restaurant ont été brisées, a été traitée comme un simple acte de [vandalisme](#), bien que l'attaquant syrien ait invoqué des slogans islamistes, brandi un drapeau palestinien et piétiné un drapeau israélien tout en s'engageant dans une orgie de haine.

Dans d'autres cas, les tribunaux ont attribué des crimes de haine antisémites d'inspiration islamiste à la maladie mentale, ou à un excès d'usage de drogue selon, par exemple, la décision de la justice française dans le cas de l'assassinat de Sarah Halimi, criblée de coups de couteau et jetée de son balcon pendant que son agresseur psalmodiait « *Allahou Akbar* », bien que le juge d'instruction en charge de l'enquête sur le meurtre, survenu à Paris le 3 avril 2017, ait retenu le 27 février 2018 le caractère antisémite du crime, réclamé de longue date par le parquet et les parties civiles.

Dans ce contexte, la réponse dédaigneuse de Federica Mogherini au rapport israélien devient plus compréhensible. Elle ne fait que réitérer une position si répandue et si ancrée parmi les gouvernements d'Europe occidentale que, dans l'intérêt du multiculturalisme, de la diversité et de la pluralité, l'antisémitisme et la judéophobie constituent une forme d'expression acceptable.

Cela justifie certainement l'attitude de l'ambassadeur Nikki Haley qui a fait l'objet d'un précédent article :

<http://resistancerepublicaine.com/2018/07/22/lanti-macron-benalla-niki-halley-la-resistance-au-politiquement-correct-a-lonu/>

Note d'Antiislam

Comment en est-on arrivé là en Europe ?

C'est une réaction chimique explosive fondée sur deux puissants réactifs :

-Le premier, l'article le souligne, c'est l'antisémitisme massif des populations musulmanes importées en France et en Europe par une politique d'immigration folle.

-Le second, (et là je divergerai, un peu, des opinions de l'auteur, parce que c'est bien une conception qui est dans les « buts et les objectifs de l'U « E » » (sic)), c'est la haine délirante que porte l' U « E » à l'expression de tout particularisme, de tout attachement quand il est national.

Et d'ailleurs seulement quand il est national.

Dans ces conditions, le Sionisme qui est l'expression d'un attachement sur des siècles (« Si je t'oublie, Jérusalem ... ») à une nation est particulièrement dans le viseur des petits fonctionnaires gris de l'Union « européenne ».

Ajoutez à cela le catalyseur islamo-gauchiste et vous avez la réaction chimique qui s'emballe sous nos yeux ...